

Carton rouge pour le "bilan sur l'état de la France 2013"

LE MONDE | 11.10.2013 à 19h27 |

Par **Martine Valo** (/journaliste/martine-valo/)



Nicolas Hulot, le 9 juillet 2011, à Vigneux-de-Bretagne, près de Nantes. |
REUTERS/STÉPHANE MAHÉ

Dans l'ambiance feutrée du Conseil économique social et environnemental (CESE), le rapport sur l'état de la France 2013 a déclenché une véritable crise ouverte. Mardi 8 octobre, le texte a été rejeté par un vote en session plénière. Ce document consacre une large place à une vision prospective du développement durable du pays, qui n'y figurait pas les années précédentes. Pour la première fois, les représentants de l'agriculture, des entreprises, de l'artisanat et des professions libérales ont uni leurs oppositions respectives pour regretter, dans une déclaration commune, que ce rapport ne contienne pas *"les évolutions souhaitables pour retrouver le chemin de la croissance"*.

Devant l'offensive de ce bloc inédit, les syndicats de salariés se sont divisés. Quant au groupe environnement et nature (composé de représentants désignés par six ONG), il s'est offusqué de cet *"immobilisme face aux enjeux qui touchent déjà l'économie française"*, et dénonce cette propension à *"se retrancher derrière de permanentes revendications de court terme quels que soient les sujets"*. L'assemblée s'est partagée en 75

voix pour, 62 contre, et 46 abstentions (alors qu'un vote favorable aurait nécessité au moins la moitié des voix des votants).

PROSPECTIVE ET OUVERTURE SUR LE MONDE

Un rejet en plénière ne s'était pas vu depuis 2002, où un projet d'avis sur la croissance et l'emploi avait aussi été retoqué. Mais l'épisode présent est d'une autre nature. D'abord, parce qu'établir le rapport sur l'état de la France est une des rares obligations dont est saisi le CESE. Ensuite, parce que la section de l'économie et des finances qui s'en chargeait précédemment a souhaité transmettre cette lourde tâche à une commission temporaire spécialement créée à cet effet, avec pour mission d'adjoindre au travail de bilan une approche prospective du développement durable à l'échelon du pays ainsi qu'une ouverture sur le monde.

"Cela nous a explicitement été demandé par le bureau du CESE, confie le rapporteur de ce texte copieux, André-Jean Guérin, qui siège dans le groupe environnement et nature pour la Fondation Nicolas Hulot. Afin de répondre au pessimisme de nos concitoyens, nous avons en outre présenté des cas concrets de ce qu'on appelle l'économie positive ou circulaire, des initiatives qui peuvent illustrer nos capacités à nous adapter aux évolutions futures. Il ne s'agit évidemment pas de la solution pour demain, mais d'éléments intéressants." Manifestement, ces innovations ont déplu, irrité même, concède ce haut fonctionnaire.

"Ce vote négatif est le reflet d'un débat vivant au sein de l'institution et, plus largement, des débats qui agitent la société. La vocation du CESE n'est pas de faire consensus sur tous les sujets, commente avec diplomatie Jean-Paul Delevoye, le président de cette institution, mais précisément d'éclairer le politique sur ce qui pose question à notre société." Certes, mais l'opposition pouvait s'exprimer avant l'assemblée plénière. La préparation de ce rapport – qui fait appel à nombre d'organismes d'analyse socio-économiques – a débuté en février 2013 et a donné lieu à une quinzaine de réunions de concertation.

UN RAIDISSEMENT DE NOTRE SOCIÉTÉ

"Le cadrage préalable avait été voté à l'unanimité au sein du bureau, et notre processus est conçu pour rapprocher les points de vue, note Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE. C'est tout de même paradoxal de voir des groupes qui font peu ou pas de contributions voter contre au final. On sent que des débats extérieurs à l'institution interfèrent." "Les représentants des entreprises sont venus

une fois, quand ils avaient le temps...", glisse André-Jean Guérin. Il souligne aussi que le décès brutal le 31 juillet, de l'ancien président de la FNSEA, Jean-Michel Lemétayer – *"un homme constructif"* – n'a rien arrangé. L'ex-rapporteur du bilan de la France 2011 – adopté celui-là –, n'a pas l'intention de revoir sa copie. Y aura-t-il un état de la France 2013 ? Dirigé par qui ? Ce n'est pas tranché.

"C'est pourtant un honneur et une chance pour le CESE d'avoir à établir un tel bilan pour notre pays, estime M. Guérin. Ce vote révèle un raidissement des positions dans notre société : sur les impôts, les règlements sur le droit du travail et l'environnement, sur le coût du travail – qu'il faut revoir à la baisse selon les uns ; sur les bas salaires – dont on ne s'occupe pas assez aux yeux des autres. Il n'a pas été possible de les dépasser."

La Fondation Hulot en tire la conclusion qu'il est urgent de faire évoluer nos institutions. Le CESE étant parmi celles-ci la plus apte à devenir une nécessaire *"chambre du futur"*, *"il est temps, estime-t-elle, que celui-ci prenne la mesure du rôle qu'il doit avoir dans la transition vers un développement durable dans toutes ses dimensions et qu'il s'empare, sans hésitation ni blocage, des questions de long terme"*.

[\(/journaliste/martine-valo/\)](/journaliste/martine-valo/) **Martine Valo** [\(/journaliste/martine-valo/\)](/journaliste/martine-valo/)

Suivre

Journaliste au Monde